OUYAHIA À PROPOS DE L'ACTION DU GOUVERNEMENT BELKHADEM

Entre critiques et satisfaction

Invité jeudi de la Radio nationale Chaîne II, le secrétaire général du Rassemblement national démocratique (RND), M. Ahmed Ouyahia, s'est montré très réservé au sujet de certaines questions qui animent l'actualité nationale. Il a néanmoins réitéré son soutien et celui de son parti à la révision de la Constitution, prônée par le président de la République, M. Abdelaziz Bouteflika.

Lyès Menacer - Alger (Le Soir) - M. Ouyahia a déclaré sur les ondes de la Chaîne II qu'il n'est pas gêné de voir l'actuel président de la République, M. Abdelaziz Bouteflika, briguer un troisième mandat. «Il est vrai qu'il faudrait une alternance au pouvoir mais il ne faut pas oublier aussi que la continuité a ses avantages», s'est-il justifié. Ouyahia cite l'exemple de «la Corée du Sud qui n'a eu pendant 35 ans que deux présidents et le Japon qui est gouverné par un seul parti depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, mais qui ont pu se développer rapidement». Pour le patron du RND, le problème ne se situe pas dans le nombre de mandats accumulés par un président mais dans le souci de la construction du pays.

Le changement pour Ouyahia doit se faire au niveau des mentalités, au sein de toutes les franges de la société et des institutions de l'Etat. L'invité de la Chaîne II n'a toutefois pas souhaité se prononcer sur la date de la révision constitutionnelle qui, selon lui, est du ressort de Bouteflika. Ouyahia a profité de l'occasion pour réaffirmer que sa démission de la chefferie du gouvernement courant 2006 n'était pas motivée par un éventuel conflit avec Bouteflika. «La preuve, a-t-il dit, le président m'a chargé de le représenter ces derniers mois à des rencontres de grande importance dans de nombreux pays du monde. Cela est le signe des bons rapports me liant au président de la République», a-t-il enchaîné. Concernant la question du remaniement du gouvernement, l'ancien ministre de la Justice, garde des Sceaux a déclaré qu'«un jour, il doit y avoir un changement, mais je ne suis pas un voyant pour m'avancer sur une date de ce remaniement du gouvernement. Mais je préfère que l'on se mette au travail au lieu de rester à attendre ce changement». Ouyahia a salué les dernières mesures prises par le staff gouvernemental actuel concernant sa décision de soutien aux céréaliers et aussi la création d'un nouveau dispositif de soutien à l'emploi de jeunes diplômés. Mais il ne s'est pas empêché d'émettre des réserves quant à l'efficacité de ces actions à long terme. «L'Etat devra plutôt encourager la création d'emplois durables à travers l'encouragement d'investissements créateurs de richesses», a-t-il estimé.

«Nous avons enregistré des progrès mais le gouvernement peut mieux faire», a-t-il ajouté. La multiplication, ces dernières semaines, des rencontres et séminaires autour de la question du développement économique n'est pas du goût de l'ancien chef du gouvernement qui défend l'action sur le terrain. Il a averti ceux qui pensent que l'Algérie est à l'abri d'une crise parce qu'elle dispose d'une réserve de change de près de 200 milliards de dollars. Selon Ouyahia, il n'y a qu'un seul trésor, c'est celui du travail.

Photo : Samir Sid

«La continuité a ses avantages.»

La productivité demeure la seule solution contre l'inflation. Il a indirectement critiqué les dernières augmentations des salaires des fonctionnaires de l'Etat. «On a augmenté les salaires de plus de 30% alors que la croissance ne dépasse pas les 4%. Le budget de fonctionnement dégagé par l'Etat est de 2 000 milliards de dinars, ce qui représente le double de la fiscalité ordinaire», a-t-il martelé, avant de s'attaquer violemment aux défenseurs de l'idée de création par l'Algérie de son propre fonds souverain. «Nous avons des réserves de change de presque 200 milliards de dollars. Au lieu d'aller fructifier cet argent dans le cadre de ce fonds souverain, ne vaudrait-il pas mieux l'investir d'abord dans notre pays qui ressemble à un grand désert ? Le nombre des projets engagés sur le terrain dépasse de loin le montant de ces réserves de change», a-t-il expliqué, affirmant que son parti regarde l'aspect formel des choses. Ouyahia s'est montré réjoui des «avancées» enregistrées par l'Algérie dans le domaine de l'éducation nationale, n'oubliant pas d'afficher sa désapprobation au recours des enseignants à la grève pour réclamer leurs droits. Par ailleurs, la promotion de la langue amazigh est, selon Ouyahia, du devoir de ses militants, de ses étudiants et de ses enseignants. «Il est vrai que l'Etat doit mettre les moyens matériels, humains et financiers nécessaires à la sauvegarde de la langue et culture amazighs, mais non pas à agir sur le terrain», a-t-il insisté, se refusant à tout commentaire sur la question du dialogue engagé avec les délégués du mouvement citoyen, du temps où il était chef du gouvernement. «J'ai conduit le dialogue avec le mouvement des arouch en tant que représentant d'une institution de l'Etat algérien. Maintenant que je n'y suis plus, je considère qu'il faudrait poser cette question à l'actuel gouvernement. Je n'ai pas donc de commentaire à faire sur ce sujet», a-t-il répondu froidement.

L. M.

LE RND ORGANISE SON 3e CONGRÈS

Tout est prêt

Le 3e congrès du RND aura lieu cette semaine, du 27 au 29 de ce mois, à l'hôtel El-Aurassi. A cet effet, l'actuel secrétaire général du parti, M. Ahmed Ouyahia, s'est montré confiant du bon déroulement des préparatifs de ce «grand» rendez-vous de son parti. «Notre parti existe depuis 11 ans, durant lesquels nous avons acquis une grande expérience. Aujourd'hui, nous avons pour défi de réorganiser le RND pour qu'il puisse continuer à jouer un rôle positif dans le développement de notre pays. Ce parti n'a pas été créé pour un contrat de travail à durée déterminée. Hier, nous nous sommes soulevés contre le terrorisme. Mais maintenant, il s'agit pour nous de gagner la lutte du pain», a-t-il soutenu.

Selon Ouyahia, la situation sécuritaire s'est beaucoup améliorée depuis l'adoption de la Charte pour la paix et la réconciliation nationale et que le moment est propice pour le RND de se pencher sur la question économique et sociale, préparer l'Algérie à l'après-pétrole.

Abordant le sujet de sa réélection à la tête de son parti, Ouyahia s'est montré discret. «Il faut attendre ce que va décider le congrès qui aura lieu dans une semaine», dira-t-il sans pour autant afficher son refus de présider aux destinées du RND pour les cinq prochaines années. Ouyahia a souligné que le futur conseil national, qui sera issu de ce troisième congrès, sera composé de 60 femmes, soit un taux de 25% de présence féminine.

Après le congrès, le RND envisage de créer un club de réflexion qui regroupera militants et non militants et dont la mission sera celle de produire des propositions sur toutes les questions relatives à l'actualité politique, économique, sociale et culturelle de notre pays, a annoncé Ahmed Ouyahia.

L. M.

Ouyahia contre un statut pour les patriotes

Ouyahia s'oppose à toute idée d'élaboration d'un statut pour les patriotes qui ont combattu le terrorisme durant la décennie noire. «On a abusé et usé de ce mot de statut dans notre pays au point qu'il a été vidé de son sens», a-t-il dit.

«Il est vrai que la prise en charge de cette catégorie de personnes et sa réinsertion socioéconomique sont une obligation pour l'Etat. Beaucoup de patriotes ont été aidés à retrouver leur emploi, à intégrer les corps de la police communale et de la gendarmerie. Il s'agit maintenant d'aider ceux qui sont toujours au chômage dans le cadre des différents dispositifs d'aide à l'emploi comme l'Ansej, la Cnac, etc.». Par ailleurs, celui qui réclame à vive voix que la paix est revenue se dit être contre le réarmement des patriotes et des groupes d'autodéfense qui demandent depuis quelques semaines leurs armes à cause de la dégradation de la situation sécuritaire dans leurs régions. «Ceux qui demandent leur réarmement sont comme ceux qui réclament la levée de l'Etat d'urgence en Algérie», a-t-il conclu.

L. M.

Ouyahia et les mosquées

Invité jeudi par la Radio nationale Chaîne II, le SG du RND a déclaré que les mosquées sont des lieux faits pour prier Dieu. Il a également appelé à lutter contre le prosélytisme chrétien dans notre pays. Il semble toutefois que celui qui demande une organisation du culte en Algérie ait oublié que la mosquée a de tout temps servi de relais pour la propagande du régime algérien pour la promotion de ces projets de concorde civile et de réconciliation nationale, pour ne citer que ces deux-là.

MAIN-D'ŒUVRE ÉTRANGÈRE EN ALGÉRIE

23 000 permis de travail délivrés en 2007

La main-d'œuvre étrangère recensée officiellement en Algérie a atteint un total de 23 000 travailleurs en 2007, a précisé jeudi Tayeb Louh devant les élus de la Chambre basse du Parlement. Selon le ministre du Travail et de la Sécurité sociale, cette main-d'œuvre représente 0,7% des salariés en Algérie. Les ressortissants chinois arrivent en tête avec 19 000 permis délivrés en 2007. Toutefois, le ministre n'a pas présenté de données chiffrées sur les étrangers travaillant illégalement en Algérie. A une question sur le taux de déclarations à la Sécurité sociale, Tayeb Louh a estimé que celui-ci est en «net recul» et qu'il a atteint les 18, 68% en 2007.

T. H.

SITUATION SÉCURITAIRE EN KABYLIE

Aveu d'échec de Dahou Ould Kablia

Le ministre délégué aux Collectivités locales auprès du ministère de l'Intérieur a reconnu, jeudi, que la situation sécuritaire dans les wilayas de Boumerdès et Tizi-Ouzou n'est pas totalement maîtrisée. A une question orale d'un député relative à la RN 24 qui relie les villes de Dellys et Tigzirt, Dahou Ould Kablia a indiqué que la fermeture de cette route «répond à des considérations d'ordre sécuritaire». «Cette route passe par la forêt de Mizrana, refuge des groupes terroristes depuis les années 1990. La décision de la fermer, qui répond à des impératifs liés à la préservation de l'ordre public et la protection des biens et personnes, a été prise par la commission de sécurité de la wilaya de Tizi-Ouzou», a indiqué le ministre en séance plénière. Dahou Ould Kablia a fait état de «risques» notamment en matière de «racket et de kidnapping». «S'il y a le moindre enlèvement ou agression, c'est l'Etat qui serait rendu responsable.» Dahou Ould Kablia s'est voulu rassurant en ajoutant que «les services de sécurité prendront des mesures visant à sécuriser cette région». Tout en faisant preuve de réalisme, le représentant du gouvernement avoue également l'échec de la politique de réconciliation nationale. Notons à ce titre que le bilan définitif de cette initiative présidentielle n'a toujours pas été rendu public.

T. H.

CIBLÉ PAR DES TERRORISTES À ZEMMOURI

Un repenti décède de ses blessures

Le repenti Halouane Ahmed est décédé des suites de ses blessures à l'hôpital de Thénia. La victime a été, rappelons-le, l'objet d'un attentat perpétré dimanche vers 21 h devant l'entrée de l'immeuble où il habite. L'attaque a été perpétrée, selon nos informations, par deux individus armés. Les assaillants ont tiré à plusieurs reprises sur leur cible. Atteinte de huit balles, la victime a été hospitalisée dans un état grave. Il y a lieu de rappeler que Halouane Ahmed, âgé d'une cinquantaine d'années, a été l'un des premiers repentis à bénéficier du dispositif de la concorde civile mis en pratique du temps du président Liamine Zeroual. Ancien militant de l'ex-FIS, il avait abandonné son emploi dans les ex-Galeries algériennes pour rejoindre en 1993 les hordes des groupes islamiques armés. Lors de sa repentance, les pouvoirs publics n'avaient pas hésité à lui ouvrir les portes de la télévision, l'élevant au rang de star du moment pour lui permettre d'expliquer l'horreur des GIA. Il avait même animé des meetings en présence de députés de l'époque.

Ali F.

L'affaire du trafic d'armes au profit du GSPC reportée

L'affaire de trafic d'armes pour le compte du GSPC que devait juger le tribunal criminel de Boumerdès a été reportée. Dans ce dossier impliquant 38 personnes dont les principaux responsables de ce groupe insurrectionnel, il est question d'achat de dizaines de fusils d'assaut de type Kalachnikov et de dizaines de milliers de balles acheminées du Maroc.

Le président du tribunal a reporté le procès pour complément d'information. En effet, une prévenue, S. Kheïra, mise en cause dans l'acte d'accusation et qui s'est constituée prisonnière, n'a pas été entendue par le juge d'instruction. Par ailleurs, le défenseur de S. Mohamed Seghir, principal accusé, ne s'est pas présenté ce jeudi à l'ouverture du procès.

Ali F.